

AUF : « Le devenir des diplômés, principal défi des universités africaines » (J-P de Gaudemar)

Paris - Publié le mercredi 9 novembre 2016 à 18 h 40 - Actualité n° 80605

La qualité de l'enseignement supérieur délivré, le devenir professionnel des diplômés en augmentation, et la mission d'être moteur d'un développement global sont les trois défis auxquels doivent faire face les universités africaines, selon Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'AUF, détaillés à l'occasion d'une conférence et d'un entretien avec News Tank, dans le cadre des Rencontres Campus France, qui se déroulent du 07 au 09/11/2016. Ces rencontres 2016 ont pour thème l'Afrique.

L'insertion professionnelle constitue pour le recteur la principale urgence. « Si nous ne résolvons pas cette question, si nous continuons à former des diplômés qui se heurtent au mur de la réalité, autrement dit une génération de jeunes gens déçus et frustrés, nous courrons vers la catastrophe. Nous avons besoin d'agir, et nos collègues universitaires africains ont besoin de cette solidarité active », affirme-t-il.

Il revient sur les différents chantiers mis en œuvre par l'AUF pour accompagner les établissements africains : mise en place du méta-portail IDneuf, création de l'université virtuelle avec la Côte d'Ivoire, développement de Mooc, aide à la structuration de la recherche, réflexion sur l'évolution des campus numériques francophones... « A travers tous ces projets, nous montrons aussi que la francophonie est finalement moins attachée à la langue qu'à la promotion de l'innovation. C'est un outil pour aider les établissements et les systèmes ESR à progresser », indique-t-il.

Jean-Paul de Gaudemar répond aux questions de News Tank

Comment expliquez-vous l'émergence de la thématique "Afrique" dans le secteur ESR ?

Jean-Paul de Gaudemar : Il existe une croissance prodigieuse du nombre d'étudiants partout dans le monde et notamment en Afrique, qui n'est pas juste la conséquence de la démographie, mais aussi :

- du développement de l'éducation primaire et secondaire ;
 - de l'aspiration des jeunes à faire des études supérieures ;
 - d'une demande de nature plus économique, liée à la montée des qualifications ;
 - et plus négativement, le fait que beaucoup de jeunes africains ne trouvent pas d'emploi au sortir de leurs études, ce qui les pousse à poursuivre leurs études.

Même si les modalités sont différentes, l'Afrique est saisie par un phénomène comparable aux autres continents : on comptait 100 millions d'étudiants dans le monde en 2000, ils sont plus de 200 millions aujourd'hui, ce qui représente une croissance beaucoup plus forte que l'évolution de la population mondiale.

Quelles sont les conséquences de cette forte croissance ?

En matière de mobilité d'abord, notamment vers les pays qui traditionnellement accueillent les étudiants africains, comme la France. Tout l'enjeu pour Campus France est de les accueillir le mieux possible. Pour l'AUF, la question se pose différemment : dans la mesure où les étudiants africains sont loin d'être tous mobiles, il s'agit de voir comment aider les universités africaines à les accueillir.

Là aussi, l'évolution est spectaculaire puisque dans les années 60, au lendemain des indépendances, l'Afrique comptait très peu d'universités, sauf sous la forme d'antennes d'universités françaises. Aujourd'hui on en compte plusieurs centaines, dans tous les pays, dont beaucoup sont membres de l'AUF. La réalité est manifeste, et sous une forme qui n'a rien à envier aux autres continents. Ces universités constituent de vraies entités économiques, des villes dans les villes, et qui peuvent compter jusqu'à 100 000 personnes comme l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

A quels défis sont confrontés ces universités ?

Elles sont confrontées à trois défis majeurs :

- la qualité de l'enseignement supérieur délivré, accru par la jeunesse de ces institutions ;
- le devenir des diplômés, car à la différence des pays européens, les économies correspondantes reposent souvent sur une économie informelle, et ne sont pas en mesure d'absorber ce flux ;
- leur mission d'être les moteurs d'un développement global, dans le contexte globalisé d'une économie de la connaissance : nous avons besoin de pôles de référence, en matière de transmission de la culture scientifique et technique, mais aussi des valeurs.

Tous ces défis sont liés, car si elles veulent assumer ce rôle de moteur, les universités doivent accomplir parfaitement leurs fonctions académiques, en acceptant d'en faire profiter tout l'écosystème. Les universités ont vocation à être ouvertes.

Encourager les étudiants africains à se diriger vers les sciences fondamentales

Interrogé par un responsable de l'Université Omar Bongo du Gabon sur la prédominance des disciplines SHS parmi les choix des étudiants africains (plus de la moitié), Jean-Paul de Gaudemar répond qu'il faut encourager « la mise en place de formations en mathématiques, physique ou ingénierie, mais en tenant bien compte de toute la chaîne des diplômes, afin d'intégrer aussi des formations à destination professionnaliste. Cela nécessite une convergence des acteurs : tutelles politiques, universités, acteurs économiques ».

Il faut aussi réfléchir à l'articulation avec la mobilité des étudiants africains, et comment faire en sorte que ceux qui viennent faire leurs études ici soient orientés vers les sciences, peut-être avec des mesures incitatives ; et qu'ils puissent revenir chez eux dans des conditions qui leur donnent envie et leur permettent d'agir ».

Comment l'AUF intervient-elle pour aider les établissements à répondre à ces défis ?

Sur le plan de la formation, nous avons mis en place le méta-portail [des ressources pédagogiques universitaires francophones] IDneuf, en juin 2016. Nous accompagnons aussi la structuration de la recherche, encore trop peu développée en Afrique, même si on peut voir des laboratoires de grande qualité, et qui s'appuient sur des coopérations internationales, comme celui à Bamako sur le paludisme. La force de notre réseau permet justement d'initier des partenariats entre les universités, et le recours aux outils numériques facilite l'amorce ou la consolidation de structures de recherche.

En matière de gouvernance enfin, nous devons aider les universités à se doter de structures plus efficaces, à formaliser des projets stratégiques avec une vision à long terme, et à recourir à l'évaluation ou à l'autoévaluation, voire à des campagnes d'accréditations. Autant d'actions que nous encourageons par nos propres forces, mais aussi en recourant à des partenariats extérieurs avec des bailleurs de fonds ou des partenaires privés.

Et pour ce qui est du chantier de l'insertion professionnelle ?

Il est clair que si nous ne résolvons pas cette question de l'insertion professionnelle, si nous continuons à former des diplômés qui se heurtent au mur de la réalité, autrement dit une génération de jeunes gens déçus et frustrés, nous courrons vers la catastrophe. Nous avons besoin d'agir, et nos collègues universitaires africains ont besoin de cette solidarité active.

L'enjeu consiste d'abord à analyser la situation afin de trouver des antidotes. Dans une économie largement informelle, il existe deux dynamiques - l'une, universitaire, généralement très volontariste, et l'autre, économique, beaucoup plus dispersée -, qui s'ignorent, n'ayant pas de structures leur permettant de dialoguer et réfléchir ensemble. Une des conséquences est qu'on observe des décalages avec une offre de formation qui tend à négliger les qualifications intermédiaires (bac+2/3), pourtant indispensables au développement économique.

Nous essayons de voir comment mettre en place des formations permettant de délivrer toute la chaîne de qualifications du supérieur. Cela pose aussi la question de la façon dont nous pouvons aider ces jeunes diplômés à entreprendre, créer de nouvelles activités économiques, permettant de transformer l'économie informelle en formelle.

L'AUF a signé en juin 2016 un accord avec la Côte d'Ivoire pour la mise en place d'une université virtuelle. Où en est ce chantier ?

Il avance puisque sont en cours la construction du studio d'enregistrement des Mooc, et la réalisation de 12 Mooc dont certains en partenariat avec l'[UCP](#) ou l'[EPFL](#), et qui devraient être prêts pour le printemps 2017. Nous avons aussi lancé le Mooc Certisup destiné aux enseignants-chercheurs, et financé par le C2D (contrat de désendettement et de développement), qui revendique déjà 1 700 apprenants. C'est un modèle qui peut essaimer, sous des formes différentes, et que nous essayons de mettre en œuvre dans d'autres pays.

D'autres chantiers sont en cours de réflexion :

- voir comment faire des téléphones portables, dont tous les étudiants sont équipés, des supports de cours, ce qui soulève des questions technologiques et pédagogiques ;
- faire évoluer le rôle et les missions des campus numériques francophones. Des lieux de ce type dédiés à l'innovation pédagogique sont importants, et plus généralement il y a besoin de tiers lieux visant à incuber les projets étudiants, dans une démarche partenariale.

A travers tous ces projets, nous montrons aussi que la francophonie est finalement moins attachée à la langue qu'à la promotion de l'innovation. Il s'agit d'abord d'un outil pour aider les établissements et les systèmes ESR à progresser.

Jean-Paul de Gaudemar



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Agence Universitaire de la Francophonie Recteur	Décembre 2015	-
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Conseiller spécial au cabinet de la secrétaire d'Etat chargée de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	Avril 2014	-
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Conseillers/Conseiller enseignement supérieur et recherche auprès de la ministre	Mars 2015	Juin 2015
Cabinet du Premier Ministre Conseiller pour l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche	Mai 2012	Avril 2014
Académie d'Aix-Marseille Recteur	2004	2012
Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Directeur de l'enseignement scolaire	2000	2004
Académie de Toulouse Recteur	1997	2000
Académie de Strasbourg Recteur	1991	1997
Centre national de la recherche scientifique Haut conseiller du directeur	1989	1991

Fiche n° 3494, créée le 22/04/14 à 16:41 - M&J le 28/09/15 à 10:47

Agence Universitaire de la Francophonie



L'AUF (Agence universitaire de la Francophonie) est une association internationale qui regroupe 821 adhérents dans 104 pays : universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française dans le monde entier.

Création : 13 septembre 1961

Secrétaire général : Jean-Pascal Bonhotal

Budget : 37,11M€ (en 2014)

Chiffres clés :

- 821 institutions universitaires dans 104 pays
- 2 407 aides individuelles à la formation et à la recherche
- 175 doctorants bénéficiaires d'un encadrement spécifique
- 101 projets internationaux de recherche et de formation financés
- 186 manifestations scientifiques internationales soutenues.

Agence Universitaire de la Francophonie

4, place de la Sorbonne

75005 Paris - FRANCE



Fiche n° 3790, créée le 06/01/16 à 05:30 - M&J le 06/01/16 à 17:33

© News Tank Education 2016 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »